

BOYÉ Jean-Paul :

De la capture de L'Almami Samori à Verdun

L'épopée d'un Navalais

Jean Goasguen (Bx 54)

Un nombre important de médecins militaires ont accompli au cours de leur existence des exploits valeureux, tout en restant parfaitement ignorés. Cependant pour quelques-uns le hasard, nous pourrions dire le destin, a permis par des voies détournées et parfois au fil d'un temps assez long, la découverte furtive de l'identité de ces héros.

Octobre 1891, en cette matinée devant le portail du 147 cours Saint Jean, de jeunes hommes se présentent au marin qui est devant le bâtiment. Ils viennent d'être reçus au premier concours ouvert pour entrer à l'École Principale du Service de Santé de la Marine. Les années précédentes, ils étaient formés dans l'une des trois Écoles de médecine de la Marine. Depuis 1890, c'est fini, il n'y a plus qu'une seule École et c'est Bordeaux. Parmi ces futurs médecins (ils sont quarante admis) certains deviendront célèbres comme Tribondeau, Letinois etc., les autres effectueront une carrière normale. Si l'on cherchait dans les promotions nous trouverions des Anciens qui ont eu un parcours ignoré, atypique parfois, le médecin militaire restant modeste, discret dans ses actions. C'est une photographie, un récit ethnologique, un oiseau etc. qui éveille la curiosité et le besoin d'en savoir plus.

L'un d'eux va retenir mon attention, mais d'une façon tout à fait fortuite. Dans son village natal, seules une rue et une croix de quartier mentionnent son nom et encore celui-ci est mal orthographié. Sans plus. Qu'a-t-il fait pour mériter cet honneur ? C'était un enfant du pays sans plus.

Juste une courte notice nécrologique dans une revue médicale, pas de correspondance privée, rien qui puisse nous raconter ce qu'il a vécu lors de ses séjours africains ou indochinois. Si, mes seules références ce sont des articles parus dans les archives de médecine coloniale. Cet élève discret, s'appelle Boyé Jean-Paul-Léon.

En 1997 doctorant en Sciences des religions, sur un sujet concernant les médecins de marine en Afrique de l'ouest au XIX^e siècle, j'achetais un livre « Les Bas Reliefs d'Abomey. L'histoire racontée sur les murs » (1). L'ouvrage venait d'être publié, l'éditeur en était le Getty Research Institute de Los Angeles. Je connaissais ces bas reliefs depuis de nombreuses années, ayant effectué plusieurs séjours dans ce pays, le premier datant de 1969, et, c'était toujours avec autant de plaisir que j'allais les regarder. Les sources écrites dans la culture fon n'existant pas, pour transmettre leur histoire de génération en génération, les historiens locaux eurent l'idée de décorer les murs des palais royaux de pictogrammes colorés, en relief, racontant les légendes, les faits de guerre glorieux, célébrant ainsi la dynastie royale du Dan Homé.

Revenu chez moi, je commençais à lire le livre, quand arrivé à la page 14, je découvrais une photographie de guerrières dahoméennes ou amazones, en robes longues avec sur leur tête la corne en étain signe de leur grade d'officier. Cette photographie je l'avais déjà vue ainsi que d'autres dans un album qui m'avait été montré en 1983 par un ami, fils d'un Navalais de la promotion 1927. La légende accompagnant les différentes photographies illustrant le livre m'intrigua. Elle disait « Photo prise vers 1894 par un médecin militaire français qui accompagnait l'armée coloniale ». Qui était ce médecin, se trouvant au Dahomey à cette époque, et prenant des photos ? Parti pour étudier les médecins de marine en Afrique Occidentale au XIX^e siècle, je rencontrais en route l'expansionnisme colonial, des clichés publiés par les Américains. Il m'aura fallu quatre années pour découvrir qui était ce médecin. Par recoupement d'articles publiés dans les Archives de médecine navale, Archives de médecine navale et coloniale, Archives d'hygiène coloniale, il ne restait qu'un seul nom : Boyé Jean-Paul-Léon.

Qui est Boyé

L'état signalétique des services (2) nous apprend qu'il est né à Saint-Gaudens, Haute-Garonne le 6 avril 1873, d'un père marchand de vin et d'une mère lingère. Il effectue ses études secondaires à Toulouse et le 1^{er} août 1889 reçu bachelier ès lettres et bachelier ès sciences restreint le 15 novembre de la même année. Il s'inscrit à la Faculté de médecine de Toulouse. Reçu en première année de médecine et au concours d'entrée à l'École du Service de Santé de la Marine, qui vient d'être créé, il intègre l'École en octobre 1891. Le 23 novembre 1894, il soutient sa thèse sur « Étude des mouvements du cerveau et du rôle du liquide céphalo-rachidien dans la circulation cérébrale ». En attendant sa nomination dans le corps de santé des colonies, il est affecté à Brest le 11 janvier 1895, avec le grade de médecin de 2^e classe des colonies. Le 25 février 1895, désigné pour servir au Dahomey aux Tirailleurs Haoussa, il rejoint pour quelques mois cette affectation et le 5 octobre 1896 il est au Soudan à Kissidougou.

Un peu d'histoire africaine

Jusqu'à la fin du XV^e siècle, l'ouest africain était inconnu des Européens. Les commerçants africains traitaient avec le Maghreb et le Soudan pour l'or et les esclaves. Quant à la kola, elle provenait des régions forestières situées entre la savane et la mer. La zone de la savane était le berceau de la puissante ethnie Malinké. C'est au sein de ce peuple que très tôt se différencia un groupe d'individus spécialisés dans le commerce, les Dyula.

L'arrivée des Européens sur la côte africaine, va engendrer une inversion du flux commercial qui va se diriger vers les rivages de la mer, où se créent des comptoirs ou factories. Les Dyula vont prolonger leur routes à travers la forêt, en évitant les massifs montagneux pour atteindre la mer. Afin de

(1) Francesca Piqué, Leslie H. Rainer, *Les Bas-reliefs d'Abomey*. L'histoire racontée sur les murs. 1999 The J.-Paul Getty Trust.

(2) Boyé Jean-Paul-Léon, dossier Service Historique, Défense Vincennes SHAT, COTE 15Yd 337.

s'assurer la stabilité de ce nouvel ordre commercial et en même temps leur protection, ils vont s'adjoindre des « lignées animistes guerrières, qualifiées de Soninké ou Sohondyi, qui fournissaient les cadres politiques. Toute l'histoire de l'Afrique occidentale, du XVI^e au début du XIX^e siècle, s'inscrit dans ce canevas (3) ». Les Français commencèrent à installer leurs comptoirs dès 1626.

Dans les années 1870, les Anglais installés à Freetown (Sierra Leone) prennent contact avec un commerçant Dyula qui leur achète des armes, et qui va se constituer un véritable Empire : Samori. Le destin de cet empire va se confondre avec celui de son créateur. C'est l'œuvre d'un seul homme, l'Empire le plus considérable que le Haut-Niger ait jamais connu. Physiquement, Samori est très grand, avec des mains et avant-bras blancs, ce qui pour les Malinkés lui donnait des pouvoirs surnaturels. Très intelligent, énergique, affable, très maître de soi et courageux, n'hésitant pas à s'exposer lors des combats, comme en témoigne les nombreuses cicatrices dont son corps portait les marques. Gouraud dira « sa physionomie exprime l'intelligence, la duplicité et une certaine bonhomie railleuse ». Un excellent chef, avec une grande capacité de dissimulation qui pour le pouvoir qu'il exerçait était capital. Était-il cruel ? Certes en 1887 il fit exécuter deux de ses filles et en 1894 son fils le Prince Dyaulé Karamogho, auquel il reprochait d'être favorable aux Français. Des massacres sont incontestables, mais il devait répandre la terreur afin de surmonter des crises politiques. Il n'était pas sanguinaire, mais menait sa guerre avec efficacité. Sur le plan religieux, il va se placer sous le statut d'un souverain musulman.

L'Almami Samori dans son dessein de conquérant, va étendre son Empire, mais en même temps se heurter à la pénétration française vers le Soudan, et nous livrer ainsi de nombreux combats.

La capture de Samori

Boyé après son bref séjour au Dahomey est affecté à Kissidougou. La légende samorienne tend à s'estomper, car ce valeureux guerrier lorsque nous le retrouvons fin 1897, année où Boyé rejoint la colonne expéditionnaire commandée par le commandant de Lartigue, qui est lancée à sa poursuite, est un chef aux abois que ses sofas abandonnent et dont les cadavres des sujets morts de faim jonchent les pistes et les campements à moitié abandonnés.

La progression de la colonne est émaillée de nombreux combats, avec tués et blessés de



La prise de Samori (aquarelle de B. Maistre).

notre côté. Boyé prend part à certaines actions, laissant à son infirmier le soin de soigner les blessés. Le 4 septembre 1898, Lartigue reçoit en renfort la compagnie du capitaine Gouraud. Mais personne ne sait où se trouve Samori. Les bruits les plus divers circulent sur l'endroit où il s'est réfugié. Aussi le commandant Lartigue décide d'envoyer une reconnaissance légère de deux compagnies sous les ordres du capitaine Gouraud, en direction du Libéria, vers lequel Samori se dirige selon des prisonniers.

Laissons à Boyé (4) qui fait partie de la reconnaissance le soin de raconter cet épisode, l'un des plus fameux de l'épopée coloniale. « Le 24 septembre Gouraud se lance à la poursuite de l'Almami qui tente de se réfugier au Libéria. Le 28 septembre après une marche épuisante, ayant acquis la certitude que Samori n'est pas loin, à 17 h 30 la colonne campe au bord d'un marigot, caché au milieu des hautes herbes. Ils sont exténués. Le capitaine Gouraud donne ses ordres pour le lendemain : défense absolue de tirer un coup de fusil sans nécessité. [...] Le 29 septembre, au point du jour, la colonne se met en marche. Nous marchons sans arrêt, et à 7 heures nous débouchons de la forêt. Le soleil semble vouloir éclairer ce grand jour, car il luit radieux. [...] À sept heures et demie, nous apercevons une large nappe de fumée qui plane ; on commence à se précipiter, nous défilons rapidement à travers des campements de captifs qui nous regardent ahuris ; à huit heures, nous pénétrons au pas de course dans le village des femmes, qui précède de quelques centaines de mètres le campement des sofas. Toutes sont en train de piler le grain et restent sans voix, stupides, le pilon à la main, sans avoir même la pensée de pousser des cris d'alarme.

Le capitaine Gaden et le lieutenant Jacquin poursuivent leur route avec leurs hommes pour remplir la mission dont ils ont été chargés. Le capitaine Gouraud et moi attendons quelques instants dans le village des femmes l'arrivée des deux sections de réserve, puis nous suivons leurs traces. Nous arrivons à la case de l'Almami au moment où celui-ci y était reconduit prisonnier par le sergent Bratières et le lieutenant Jacquin. En quelques mots on nous met au courant de ce qui s'est passé : Samori, tranquillement assis devant sa case, lisait le coran ; surpris par l'arrivée inopinée des tirailleurs dont il avait aperçu brusquement les chéchias rouges à quelques mètres de lui, il avait pris la fuite, sans même songer à saisir une arme ; poursuivi par le sergent Bratières et quatre ou cinq hommes, il avait été fait prisonnier à quelques centaines de mètres plus loin.

Les sofas revenus de leurs surprises, commençaient à se rallier et la situation pouvait devenir critique pour notre petite troupe, mais prévenu du sort qui lui était réservé aux premiers coups de feu tirés contre nous, Samori crie à tous de se rendre et envoie ses conseillers, marabouts et griots, porter partout cet ordre.

Tout était fini, la surprise avait été complète et nous avons eu le bonheur de nous emparer de l'Almami du premier coup. Grâce à notre petit nombre, nous avons passé presque inaperçu à travers cet deux immenses foules évaluées à 60 000 personnes. »

Le désarmement, la destruction des armes, munitions, s'effectue dans les deux jours qui suivent et le 1^{er} octobre à six heures du matin, la colonne et ses prisonniers prenaient le chemin du retour. Boyé rejoint Kissidougou, et le 25 juillet 1899, il rentre en France pour son

(3) Yves Person – Samori et la Sierra Leone. Cahiers Études Africaines, vol. 7, n° 25. 1967. pp. 5-26.

(4) Boyé – Les colonnes contre Samory, dans la région sud du Soudan Français (septembre 1897 à octobre 1898). Ann. D'hyg.Colon. Octobre-nov-déc. 1900. pp. 451-492.

congé de fin de campagne. À la suite de ces opérations, il est fait chevalier de la Légion d'Honneur le 5 novembre 1898.

Séjours coloniaux

Du 25 avril 1900 au 10 août 1904, il sert en Guinée, où il est affecté comme chef du Service de Santé du chemin de fer de Conakry au Niger. Une lettre du Directeur du chemin de fer, datée du 10 juin 1902, alors qu'il est en congé en France, lui demande de faire des clichés de toutes les photographies qu'il a prises en Guinée. En effet, il doit envoyer cette collection au Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale, qui a ordonné des études climatologiques, météorologiques et hydrologiques sur le replat du mont Gangan, au-dessus de Kindia. Ces études sont confiées au Docteur Bourret, qui s'occupera d'une deuxième infirmerie située à proximité. Il faudra aménager une piste au départ de Kindia pour y accéder. Avant de retourner en Guinée, Boyé doit acheter du matériel pour ce nouveau dispensaire. À l'issue de ce nouveau séjour, et après son congé de fin de campagne, il rejoint Rochefort où il est affecté au 1^{er} Régiment d'artillerie coloniale. Le 30 décembre 1905, il épouse Maria Dolorés Sanchez.

Ce mariage donnera lieu à une enquête de moralité concernant la future épouse, des articles malveillants ayant été publiés dans une certaine presse bordelaise. Les échanges épistolaires et rapports d'enquête de la Gendarmerie sont très édifiants, mais tout finira par s'arranger et Boyé se marier.

De mai 1905 au 2 juin 1914, il fait deux séjours au Tonkin.

La Guerre 14-18

Stefan Zweig dans *Le monde d'hier*, parlant de l'été 1914 écrira, qu'il « n'aura rarement vécu de plus luxuriant, de plus beau, je dirais presque de plus estival. Jour après jour, le ciel resta d'un bleu de soie, l'air était doux sans être étouffant, les prairies parfumées et chaudes, les forêts sombres et touffues avec leur jeune verdure ». L'insouciance en ce 28 juin était générale, la bonne société se préparait pour aller aux bains de mer. C'était jour du Grand Prix à Longchamp, du Tour de France qui avait pris le départ le matin même et passionnait les foules ; quant aux élèves, ils attendaient avec impatience le 1^{er} août pour partir en vacances. Aussi *La Dépêche* annon-

çant en début d'après-midi que l'archiduc François Ferdinand l'héritier du trône de la monarchie austro-hongroise et son épouse avaient été assassinés ne donna lieu à aucune édition spéciale. Après tout ce n'était pas le premier héritier à disparaître ainsi. Le lendemain dans les journaux le drame de Sarajevo n'occupait que deux colonnes en première page. Qui pouvait imaginer que ce bel été allait déboucher sur un conflit où des millions d'hommes allaient périr. Il y avait eu pourtant des signes annonciateurs.

Personne ne peut imaginer que cet attentat puisse entraîner une guerre européenne quasi-généralisée. Ce vaste empire austro-hongrois est multiethnique et les ambitions serbes font courir un grand risque à ce fragile empire. Le chef d'état-major de l'armée austro-hongroise qui a réorganisé l'armée impériale est favorable à une intervention contre la Serbie. L'empereur Guillaume II n'est pas contre et le laisse entendre à l'émissaire austro-hongrois venu le voir à Berlin. La guerre est dans tous les esprits, mais pas dans l'immédiat au point que le président Poincaré et le président du Conseil partent même le 16 juillet pour la Russie et les pays scandinaves.

En ce début du xx^e siècle, des conflits locaux éclataient dans les Balkans. Nos contemporains pensaient que la paix pouvait encore durer un à deux ans, mais inéluctablement on allait vers la guerre. Les esprits y étaient préparés.

Le 23 juillet 1914, Vienne envoie un ultimatum à Belgrade, demandant que les policiers austro-hongrois puissent venir enquêter en Serbie, qui est un État souverain. Cet ultimatum fait l'effet d'une bombe.

Guillaume II pense que l'Angleterre n'entrera pas en guerre. Reste le problème de ce que la Russie va faire ? Elle ne peut laisser écraser la Serbie et effectivement le 31 juillet le Tsar Nicolas II, alors que son armée n'est pas du tout prête, déclare la mobilisation générale. Pour l'Allemagne cette réponse russe signifie la guerre. Aussi deux ultimatums allemands sont adressés à la France et à la Russie. En réponse, les deux gouvernements mobilisent. Le 2 août en France, le 3 l'Allemagne déclare la guerre à la France et le 4 à la Belgique et l'Angleterre.

Durant ces événements, que devient Boyé ? Rapatrié du Tonkin pour fin de séjour (il était affecté à l'ambulance de Langson, puis à la direction du Service de Santé Indochine), il débarque à Marseille le 2 juin 1914. Il est loin de penser à la guerre. Pour l'instant il ne songe

qu'à bénéficier d'un repos bien mérité dans ces magnifiques paysages du Comminges.

Le début des opérations

L'organisation des Armées distingue :

- une zone de l'Avant, jusqu'au Corps d'Armée (CA) dépendant du GQG,
- une zone des Étapes, comprenant l'échelon de l'Armée et du groupe d'Armées, dépendant du ministre,
- la zone de l'Intérieur.

Le 4 août il est mis à la disposition du général commandant le 16^e Corps d'Armée pour emploi à la 37^e Division d'Infanterie (DI).

Cette DI qui est à Constantine en Algérie envoie dès l'ordre de mobilisation le 2 août, un élément précurseur qui embarque le 7 août à Alger et arrive à Sète le 9, le reste de la Division sous les ordres de son chef le Général Comby, embarquant à Philippeville pour Marseille où elle arrive le 8. Elle est dirigée immédiatement par Voie Ferrée (VF) à Arles lieu de rassemblement de la DI qui se compose de deux brigades : la 73^e du général Blanc (2^e Zouave, 2,5, 6^e Tirailleurs algériens) et la 74^e brigade du colonel Taupin (3^e Zouave, 3^e et 5^e Tirailleurs), ainsi qu'un élément Santé.

Formations sanitaires de l'avant des Divisions d'Infanterie (5)

Le règlement de 1910, organise le Service de Santé en temps de guerre, et prévoit :

- Par régiment d'infanterie un Service de Santé régimentaire dont le rôle est d'aller ramasser les blessés et les amener au poste de secours pour les premiers soins et évacuation vers l'arrière.
 - Groupe de Brancardiers Divisionnaires (GBD) qui dispose d'un personnel médical et paramédical, de brancardiers et de moyens de transport (brancards, brouettes porte-brancard, véhicules hippomobiles, les voitures à essence arriveront quelques mois après le début de la guerre).
 - Les groupes de brancardiers de Corps d'Armée, et d'Armée.
 - Les ambulances de division et les sections d'hospitalisation. Une ambulance (6) d'infanterie comporte un médecin-major, 5 médecins aide-majors, un pharmacien, 2 officiers d'administration et des infirmiers et hommes du rang.
- Il existe en plus un Service de Santé du CA, des Sections Sanitaires Automobiles (SSA).

(5) A. Larcan et J.-J. Ferrandis. *Le Service de Santé aux Armées pendant la Première Guerre mondiale*. Éd. LBM, Paris, 2008.

(6) L'ambulance, unité médico chirurgicale existant au niveau du Corps d'Armée, complète l'action du service régimentaire en marche et en station. Elle reçoit les blessés arrivant des zones de combat, pour les traiter, et les évacuer vers l'arrière le plus vite possible. Elle est située au moins à 4 ou 5 kilomètres de la ligne de feu, afin de ne pas subir les aléas des combats. Le plus souvent, elle se déploie dans une ferme, un château, un village. Il est important que la liaison soit faite entre les PS et l'ambulance. Comme elles sont mobiles et suivent la division au cours de ses déplacements, les médecins ne pratiquent que les interventions d'urgence absolue. Leur rôle : la mise en condition du blessé pour son évacuation vers l'hôpital de campagne. On écrit ambulance n° 2 ou 3 comme on nomme un régiment.



Les Sections Sanitaires automobiles de Boyé (aquarelle de B. Maistre).

Le médecin-major de 2^e classe Boyé est nommé médecin-chef de l'ambulance n° 2 de cette DI le 13 août et embarque le jour même par VF direction la Belgique dans le secteur de Rocroi, où elle est placée sous les ordres du 1^{er} Corps d'Armée. Le 22 août, la division est engagée dans le secteur de Charleroi où elle prend part aux combats de Faucouzy et de la ferme Saint-Rémy (27 et 28 août). Elle subit de violentes attaques, perdant deux de ses commandants de régiment dont le colonel Taupin. La division en trois jours perdra le quart de ses effectifs. Du 29 août au 7 septembre, elle se replie sur le Grand Morin et prend part à la bataille de la Marne. Le 10 septembre, repos dans la région parisienne, mais le 15 septembre, le général Joffre, profitant de la victoire de la bataille de la Marne, décide d'attaquer l'armée allemande qui se replie. C'est la bataille de l'Aisne, dans laquelle la 37^e DI est engagée. Ils doivent rejoindre Carlepoint dans l'Oise.

Ils vont par des chemins détrempés, où les attelages s'embourbent et doivent être dédoublés pour les sortir des ornières. Parfois les voitures sont désembourbées à bras

d'hommes. Les hommes sont exténués et après plusieurs heures de marche, ils arrivent au château de Carlepoint où ils espèrent se reposer. L'ambulance ne dispose d'aucun moyen de transport pour les blessés, ces moyens sont tous affectés au GBD.

Les Combats

Qui mieux que Boyé, acteur principal de ces combats peut nous raconter la suite des événements (7) : « Le 15 septembre, à 14 h 15 du soir, j'arrivais au château de Carlepoint (Oise) et recevais du médecin divisionnaire, l'ordre d'y stationner en attendant de nouvelles instructions.

À 18 heures, je reçus l'ordre de me porter au château de Cuts, à 4 km au nord-est de Carlepoint et de m'immobiliser et avec ma formation, dans ce château que venait d'évacuer l'ennemi et où je trouverais les blessés d'une ambulance allemande, dont le personnel avait fui, en emmenant le matériel.

Une section du groupe de brancardiers devait m'accompagner, dès son retour de la ligne de feu, où elle était occupée à relever des

blessés. Départ à 20 heures, arrivée à Cuts, seulement à minuit, la route était encombrée de convois et de batteries d'artillerie, de colonnes de cavalerie, se repliant en arrière, vers Caisne ; à hauteur de ce village, une vive fusillade s'entend à droite de la route, vers le mont de Choisy occupé par l'ennemi, et que nous devons contourner. D'où un arrêt d'une heure environ. Pour arriver au château, nous devons traverser nos avant-postes à hauteur desquels il se trouve. À l'arrivée à Cuts, l'ambulance commence immédiatement à fonctionner et les brancardiers ont relevé quelques blessés qui se trouvent aux environs.

Le 16, le combat recommence au jour. Nos lignes de tirailleurs sont à une centaine de mètres à peine en avant de l'ambulance. Vers 7 heures, le médecin divisionnaire vient visiter l'ambulance et, constatant qu'elle est trop en avant, le combat étant encore incertain, me prescrit, si la situation est dangereuse de me replier, en ne laissant qu'un médecin, avec le personnel et le matériel strictement indispensable, sans qu'il puisse cependant m'indiquer une route par laquelle la retraite serait praticable. Dès que la chose serait possible, une

(7) Ministère de la Défense, Musée du Service de Santé des Armées, HIA Val-de-Grâce. Carton 633, dossier n° 51.

section sanitaire automobile devait m'être envoyée pour évacuer les blessés sur l'arrière.

Pendant toute la journée, les blessés ne cessent d'affluer, il en est venu de 250 dans la journée. À cause de la situation de l'ambulance, qui pendant les péripéties du combat s'est trouvée à plusieurs reprises, non seulement à hauteur de notre ligne de feu mais parfois même en avant d'elle, entre les deux lignes de tirailleurs, le parc a été constamment battu tantôt par le feu ennemi seul, tantôt par le feu des deux parties ; les salles des blessés ont été souvent traversées par des projectiles qui, grâce à la précaution prise de les coucher tous à l'abri des murs n'ont causé qu'un seul accident : un blessé allemand a reçu une balle dans la cuisse. Néanmoins, le service a beaucoup souffert de cette situation, car la station dans les salles où leur traversée était aussi dangereuse pour les blessés qui arrivaient que pour le personnel. De plus, à cause de l'encombrement du château, j'avais envoyé une partie des blessés dans les communs situés à 50 m de là, à l'abri d'un bosquet, mais, il fallait pour y accéder, traverser un espace découvert et souvent battu, ce qui ne pouvait se faire que pendant les rares accalmies de feu.

Le combat cessa à la nuit, et l'ennemi fut refoulé à 1 500 mètres environ, au nord du château. Toute la nuit, les blessés ne cessèrent d'arriver.

Dans cette journée, vers midi, devant l'intensité que prenait le combat qui se rapprochait de plus en plus de nous, j'avais, de concert avec le médecin-major de 1^{re} classe Routier, commandant le groupe de brancardiers, envisagé la possibilité de nous replier en arrière, en laissant seulement un médecin avec une partie du matériel et du personnel. Mais à ce moment, me parvenant, par un bicycliste parti en reconnaissance, l'avis que le château de Carlepont était depuis le matin bombardé par l'ennemi qui était sur le point de s'en emparer, et que l'artillerie allemande battait divers points de la route de retraite, vers Compiègne soit par Carlepont, soit par Mampoeil. Il ne fallait donc pas s'y engager avec le convoi. Le combat s'entendait d'ailleurs dans toutes les directions. Dans cette situation, et devant le nombre considérable de blessés, le maintien intégral de l'ambulance fut décidé en attendant de nouveaux ordres.

La section automobile promise pour l'évacuation n'arrivant pas, j'ai envoyé réquisitionner dans le village conformément au règlement du service de santé, tous les véhicules disponibles, pour le cas où une retraite deviendrait possible. On a trouvé qu'un chariot et un âne, l'ennemi ayant tout pris pendant son occupation précédente.

D'après les renseignements reçus dans la soirée du 16, du colonel des tirailleurs, dont le régiment avait combattu aux environs de Cuts (le 6^e je crois), la journée avait été très bonne pour nos armes. Une retraite de l'ennemi vers le nord, pendant la nuit, était donc possible. Quoi qu'il en soit, en prévision de la reprise du combat, le lendemain matin, dans nos parages, et pour signaler de loin, la présence de l'ambulance, un très grand pavillon de Genève fut fixé sur une longue hampe au toit du château.

Le 17 au matin, le combat recommença, plus loin vers le nord, à 1 800 m environ. Modéré dans la matinée, il reprend une grande intensité, et se rapproche du château. Le parc et les prairies qui s'étendent devant sont occupés par nos tirailleurs qui reçoivent aveugles les feux de l'artillerie et de l'infanterie ennemie, dissimulés dans les bois. De nombreux projectiles arrivent dans l'ambulance et prennent les salles enfilade ; il n'y a plus une vitre intacte, et le service doit être interrompu à chaque instant, pour mettre les blessés à l'abri des murs.

Ceux-ci ne cessent d'affluer, malgré les décès survenus dans la nuit, une vingtaine, nous avons, à ce moment, environ 400 hommes, tant au château que dans les communs. Ils sont pansés au fur et à mesure de leur arrivée, mais mon personnel est débordé, malgré l'aide que nous apportent les deux médecins du groupe de brancardiers et quelques médecins du 6^e Tirailleurs Algériens qui ont jugé inutile, vu la position avancée de l'ambulance, d'établir des postes de secours qui auraient fait double emploi avec elle.

Tous les blessés sont disposés à l'abri des murailles en dehors de la zone dangereuse qui fait face aux grandes baies vitrées des salles.

Bientôt cette protection est inefficace, car, à 14 h 30, le bombardement de l'ambulance par l'artillerie commence et les obus éclatent sur les murs. Je fais descendre dans les sous sols tous les blessés pouvant être transportés facilement ; ils sont en majorité. Quelques autres doivent rester sur place, l'étroitesse de l'escalier, ne permettant pas le passage d'un brancard. Ils sont abrités derrière les murs et par des matelas.

Les obus continuent à tomber sur l'ambulance (elle en a reçu 30) mais, sans causer des dégâts autres que des dégâts matériels considérables. Seul, un officier blessé, reçoit à nouveau, deux balles de shrapnel à la jambe.

À 16 heures, un obus pénètre dans le sous-sol par un soupirail et vient exploser dans la cuisine, tuant un infirmier et un blessé et blessant grièvement trois autres infirmiers, quelques autres ne recevant que des blessures légères. Pendant ce temps, dans les communs, le médecin auxiliaire Boulet était tué d'une balle dans la tête en faisant un pansement.

Les blessés continuaient à arriver, mais les pansements ne peuvent se faire que par de rares accalmies de feu. Les salles sont complètement saccagées par les projectiles, la pharmacie est détruite, et, par surcroît toutes les pièces sont inondées, un réservoir d'eau de plusieurs mètres cubes placé sous les combles et alimentant le château a été crevé par des balles. Grâce à cette circonstance heureuse peut-être, l'immeuble n'a pas pris feu.

À 17 heures l'ennemi faisait irruption dans l'ambulance et désarmait tous les officiers. Un peu avant, dans les communs où ils étaient arrivés, après une charge à la baïonnette, quelques allemands faisaient feu sur les brancardiers qui s'y trouvaient. Deux furent tués (8) ».



Situation géographique de Cuts. (Internet : <http://treziers.oc.free.fr/1418/1418MartyLeon.htm>).

(8) De tels faits de la part des troupes allemandes furent fréquents.

Ils sont prisonniers

Les rares chevaux qui n'ont pas été tués au cours des combats, ainsi que les fourgons sont emportés par les Allemands. La formation sanitaire continuera à fonctionner dans les lignes ennemies jusqu'au 27 septembre. Durant cette période où ils sont prisonniers, ils continuent à recevoir des blessés français et allemands ; ces derniers ont commencé à évacuer leurs blessés légers dans des véhicules automobiles. Pendant son séjour au château, l'ambulance avait traité près de 600 blessés. Au personnel de l'ambulance avaient été adjoints les médecins des corps de troupe fait prisonniers dans les environs. Ils vont être dirigés sur Chauny, où ils seront séparés de leurs infirmiers.

« Le 1^{er} octobre, un convoi de médecins qui comprenait la plupart de ceux qui avaient été pris à Cuts ou aux environs était mis en route vers l'Allemagne par Charleroi, Namur, Liège et Aix-la-Chapelle, pour arriver le 5 à Wesel, prêt de la frontière hollandaise. L'un des miens, le médecin aide-major de réserve Delpech restait à Chauny dans une ambulance allemande où il était employé le lendemain de notre arrivée. »

Le 6 octobre, nous repartions pour Magdebourg, où nous avons été emprisonnés dans une forteresse avec des officiers français et belges. Un certain nombre d'autres médecins militaires français et belges, antérieurement faits prisonniers s'y trouvait déjà. Nous étions 38 au total, y compris un officier d'administration.

Le 15 octobre, trois médecins dont l'un de ma formation, le médecin aide-major de réserve Gachon, partait pour un camp de prisonniers à 20 km de Magdebourg, afin de donner paraît-il, leurs soins à des blessés français qui s'y trouvaient[...] Le 27, nous étions mis en route par Leipzig, Francfort-sur-le-Main, Heidelberg. Nous arrivions le 29 à Constance où nous étions remis aux autorités suisses et le 31 au matin nous sommes arrivés sans incident à Pontarlier, d'où le personnel a été dirigé sur ses dépôts respectifs.

À la gare de Magdebourg nous avons trouvé un détachement d'infirmiers de provenance les plus diverses. Parmi eux, un seul appartenait à ma formation. Il avait été séparé de ses camarades à Chauny et envoyé au camp d'Altergrabow.

Pendant notre séjour en Suisse, nous n'avons eu qu'à nous louer de la cordialité des autorités militaires et de la population qui nous a acclamés pendant tout le trajet, même dans la Suisse allemande. La traversée de la Suisse française a été faite de nuit, sans doute pour éviter les manifestations, qui paraît-il, avaient été organisées et dont nous avons vu

les vestiges dans certaines gares pavoisées aux couleurs françaises. »

Arrivé à Pontarlier, il est dirigé sur Montpellier au dépôt de la 16^e Région où sa formation avait été mise sur pied. Au cours de son séjour montpelliérain il rédige deux rapports :

- L'un sur les conditions dans lesquelles il fut capturé et les violations par les troupes allemandes des conventions de Genève. Il raconte que le matériel, les paniers à médicaments, les pansements, la voiture de chirurgie, sont pillés. Il aborde ensuite les raisons pour lesquelles ils furent tant bombardés. En effet écrit-il si l'artillerie ennemie nous a tiré dessus (alors que sur le toit du château nous avions mis le drapeau de la Croix Rouge), c'est parce qu'ils pensaient que depuis les fenêtres du château, nous avions ouvert le feu sur eux. Nous étions implantés entre nos troupes et celles de l'ennemi, si bien que celui-ci pensait que les tirs des unités françaises provenaient du château et nous n'avons évité les exécutions sommaires, que grâce au capitaine allemand qui était notre prisonnier ; c'était un de nos blessés et au cours d'un bombardement allemand fut de nouveau touché. Il leur expliqua que notre ambulance n'était pour rien dans ces tirs. Après que le personnel de l'ambulance ait été fait prisonnier, il remit à Boyé une attestation témoignant de leur neutralité lors des combats, ce qui par la suite lui évita bien des ennuis. La cause de tout fut le site de déploiement de l'ambulance, qui avait été fort mal choisi. Leur condition de détention fut à leur arrivée en Allemagne des plus pénibles et non conforme à la convention. À Magdebourg, tout changea. Enfin, écrit-il, il est prévu dans la convention, que la solde qui doit nous être payée est celle du médecin allemand de même grade. Il n'en fut rien. En terminant son rapport au Ministre de la Guerre, et avant de rejoindre sa nouvelle affectation, il tient à rendre hommage au courage, à la discipline et au sens du devoir de ses hommes. Il en propose certains pour une décoration. Lui-même sera élevé au grade d'Officier de la Légion d'Honneur.

- L'autre à la demande du directeur du Service de Santé de la 16^e région militaire sur les constatations qu'il a pu faire sur l'organisation du Service de Santé des allemands Il rend compte de la logistique allemande, au sujet de la mise en condition des blessés et des évacuations sanitaires par la route ou par VF. Il regrette que nous n'ayons pas comme les allemands des automobiles sanitaires à proximité des zones de combat, cela permet d'évacuer plus vite les blessés vers des formations hospitalières où ils sont traités dans les meilleures conditions.

1915, 1916 : Gare régulatrice de Gray (9)

Après quelques jours de repos, le médecin de 1^{re} classe Boyé, rejoint le 6 janvier 1915 la réserve du personnel sanitaire à Gray en attendant son affectation définitive comme chef du Service de Santé de la gare régulatrice (G.R.) de Gray en Haute-Saône le 26 mars. C'est une des 8 gares régulatrices située dans la zone des Étapes de l'Armée. Chaque ligne de transport comprend une partie fixe se terminant à la gare régulatrice (G.R.), où siège une commission régulatrice. Le trajet de chaque élément jusqu'à la gare régulatrice est fixé par le plan de transport. À partir de cette gare, le mouvement est réglé par la commission régulatrice, qui dispose à cet effet d'un certain nombre de lignes ou sections de ligne constituant sa zone d'action.

Boyé a à sa disposition, des ambulances, des hôpitaux et des trains sanitaires. Les formations sanitaires à proximité immédiate : Hôpital mixte (pour 80 blessés, 150 fiévreux). Hôpital temporaire n° 4 (pour 75 blessés). Hôpital temporaire n° 5 (pour 70 blessés). Hôpital auxiliaire n° 10 (pour 55 blessés). Hôpital d'évacuation 86 (pour 40 blessés). Hôpital d'évacuation 8 C (pour 80 contagieux). Hôpital de Frasse (pour 125 fiévreux).

Les évacuations des blessés dans les hôpitaux de l'arrière pour terminer les soins se décidaient au niveau de la zone des Étapes. Il inspectait les formations sanitaires relevant du commandement de la GR, commandait le matériel pour les formations sanitaires.

Pour évacuer les blessés, il dispose des trains sanitaires. Ceux-ci avaient fait leur apparition pendant la guerre de Sécession aux États-Unis, puis pendant la guerre de 1870. À la fin de celle-ci, il était apparu qu'il fallait les améliorer.

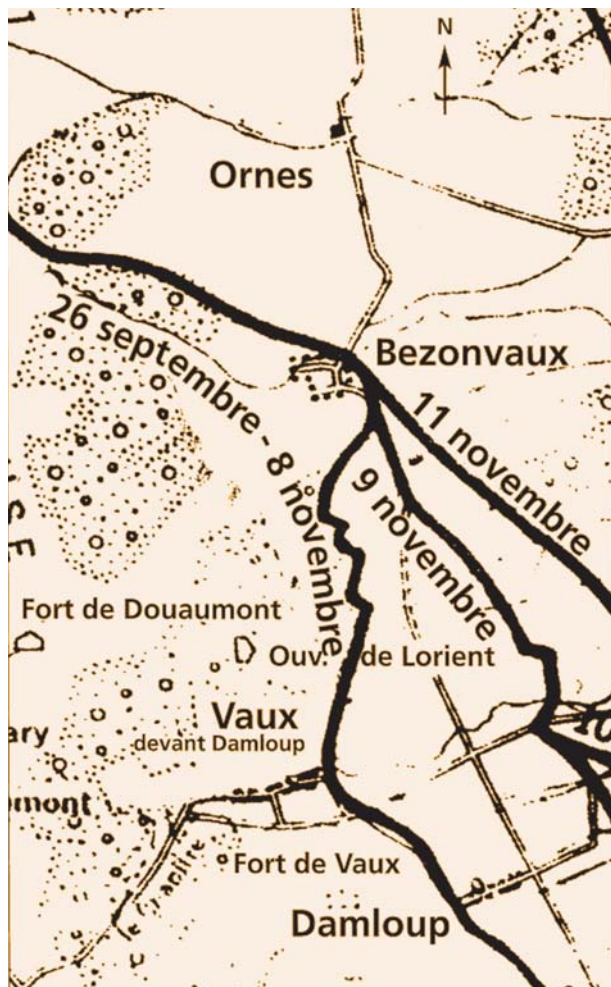
Il en existe trois types : permanents, semi-permanents et improvisés. La SNCF n'existant pas ces trains étaient dénommés en fonction de leur provenance. Ainsi, il y avait les PLM (Paris-Lyon-Marseille), Midi, Est, Nord, État, P.O.

Les blessés arrivant dans l'une des formations sanitaires de la zone régulatrice, seront ultérieurement envoyés par VF vers un hôpital de l'intérieur, qui peut être près ou éloigné de la gare. Ceci est fonction de la gravité des blessures. Chaque direction des Étapes est tenue au courant chaque jour, des possibilités d'hospitalisation dans les zones qui leur sont affectées. Ils ne peuvent pas évacuer n'importe quand, ni n'importe où.

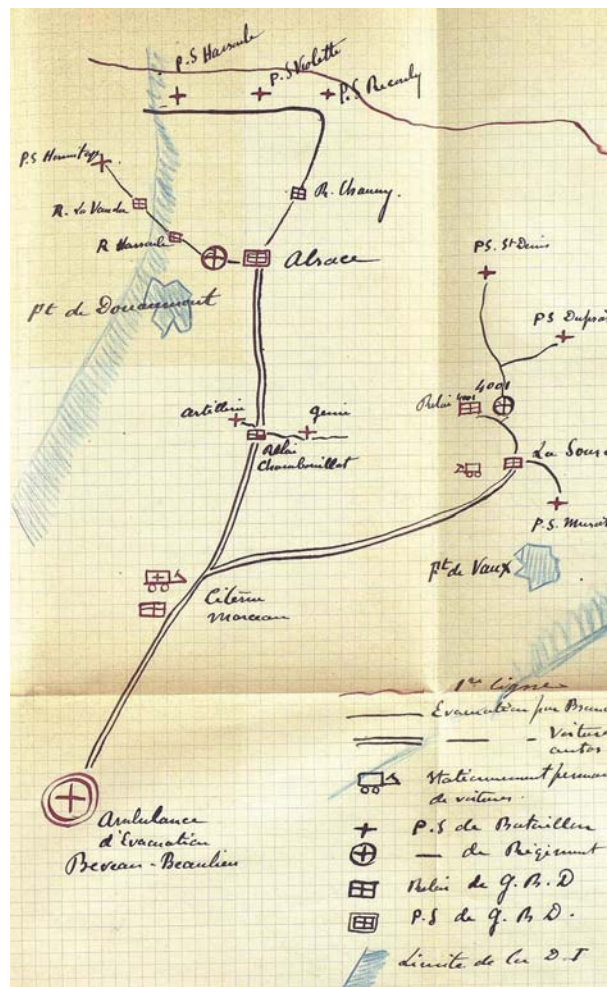
Ces centres devenant de plus en plus difficiles à gérer, la Direction Centrale du SSA décida la construction de structures beau-

(9) JMO, Service de Santé en campagne, Commandement d'Étapes, Gare régulatrice de Gray, 7^e Armée. Dossier n° 934, Musée du SSA, HIA Val-de-Grâce.

(10) Consulté sur www.memoiredeshommes.sga.def.jmo des grandes unités.



Bataille de Bezonsvaux (image internet).



Croquis JMO Novembre 1917.

coup plus lourdes, aux capacités d'hospitalisation plus importantes : les hôpitaux d'évacuation.

Le 31 décembre 1916, le médecin-principal de 2^e classe Boyé en exécution des prescriptions de la note du GQG du 7 novembre 1916, ferme le JMO de la gare régulatrice.

Depuis le 28 décembre il est affecté comme médecin chef de la 164^e DI qu'il rejoint le 5 janvier 1917.

Médecin-chef de la 164^e D.I. 1917

Les JMO (10) du Service de Santé en campagne de la division nous permettent de suivre son activité durant les deux ans qu'il va passer dans cette division. Dès son arrivée, il se présente aux différentes autorités dont il va dépendre, puis inspecte ses formations sanitaires. Au niveau des PS régimentaires il

en profite pour aborder le problème des armes chimiques, que l'on appellera les gaz asphyxiants. On sait que ceux-ci furent employés pour la première fois le 22 avril 1915 sur l'Yser par les allemands. Ce fut du chlore. Après les Allemands vont utiliser des obus toxiques, des gaz suffocants, vésicants. Au moment où il prend son commandement, ce sont des obus de palite ou surpalite qui sont tirés. Ils entraînent des tués, mais surtout de nombreux intoxiqués. Lors de ces attaques il rappelle à son personnel que le port du masque est impératif. Certes le masque protège, mais il est pénible à porter et les hommes n'aiment pas beaucoup cela. Autre thème abordé lors de ses inspections, l'hygiène corporelle et des cantonnements, ainsi que la confection des feuillées.

La division reste dans le secteur de Dannemarie-Carlspach jusqu'au 13 mars, date à laquelle elle est retirée du front et envoyée par VF dans la région de Villers Cotterets, au repos et instruction. Pendant ce repos, il part

une semaine en permission et rentre au corps le 19 mai. La division est remontée au front dans le secteur de la ferme Hurtebise le 10 mai. Le 22 mai au soir déclenchement de combats violents, qui vont durer 48 heures avec tirs ennemis d'obus asphyxiants, entraînant plus de 200 blessés. L'état des routes étant impraticable du fait des marmitages (gros obus), l'évacuation des blessés ne peut se faire que la nuit.

Pendant la période allant du 30 mai au 16 octobre, la division va alternativement monter en ligne subissant de violentes attaques avec de nombreux tués et blessés, et descendre se reposer. Pendant les combats, il se rend dans les PS des régiments engagés. Le 3 juillet il est cité à l'ordre de la division. Le 1^{er} novembre, la division rejoint le secteur de Verdun, et monte en ligne le 5, dans le secteur de Bezonsvaux (11) sur la rive droite de la Meuse. Le PC est au point de rencontre de trois ravins, en dehors de la commune de Bezonsvaux. Les Allemands sachant que ce

(11) Dans ce secteur neuf villages ont été totalement détruits lors de la bataille de Verdun, et jamais reconstruits. Bezonsvaux est l'un d'eux. Ils ont le statut de commune avec un maire, une commission municipale désignée par le préfet. L'état leur alloue un budget pour l'entretien mémoriel.

front est un peu dégarni, lance fréquemment de violentes attaques que la division repousse. Le 12 novembre lors d'une de ces attaques, le médecin-principal de 1^{re} Classe Boyé est intoxiqué par un obus asphyxiant, près du P.C. Alsace. Il n'est pas hospitalisé, car le lendemain nous le retrouvons auprès d'un PS. Il a dû faire comme le médecin aspirant Laby (12) le raconte dans ses carnets en date du dimanche 6 mai 1917 « *L'après-midi je retourne en première ligne. En y allant, je suis pris par les gaz asphyxiants et je suis obligé de m'étendre tant je tousse : je crois que je vais cracher le sang. Au bout de 10 minutes grâce à mon masque "M2", tout se passe* ».

1918 et L'arrivée des Sammies (13)

La division quitte le secteur de Verdun le 9 janvier, pour aller remplacer la 152^e DI dans le secteur de Lunéville. La relève doit être terminée pour le 11 avant 9 heures. Dans ce secteur, fini les abris de fortune, les tranchées boueuses, les marmittages, les routes impraticables pour évacuer les blessés et recevoir le ravitaillement. Ici, un Avant bien organisé où les tranchées et les abris sont perfectionnés, un Arrière, installé dans des villages assez loin des bombardements. Il y a bien des endroits où certaines unités sont au contact direct avec l'ennemi, mais c'est rare.

La division est installée en grande partie dans la forêt de Parroy, au nord de la VF vers Strasbourg. Le 21 janvier, l'état-major du 7^e CA remplace celui du 9^e CA.

Au mois de février, les Allemands tentent des coups de main sur quelques postes avancés. Le 21 arrive à Lunéville, le 165^e Ri américain de la 42^e Division américaine venant s'entraîner avec les français. Les unités sanitaires seront accolées avec celles de Boyé. Le capitaine Raffuty commandant la première compagnie de brancardiers vient se présenter et prendre contact pour définir les modalités de travail.

Le 6 mars, le Major Wilson commandant l'ensemble des 4 compagnies sanitaires détachées dans le CA, rencontre Boyé car les liaisons entre les différentes formations sanitaires est extrêmement important. D'ailleurs les ordres d'organisation du Service de Santé de la division concernant les évacuations des blessés et malades, la mise à disposition des ambulances automobiles, sont aussi diffusés auprès des Américains. La coordination est excellente.

Durant ce mois intense activité de patrouilles de chaque côté des lignes, afin de



Plaque d'identité et statuette Vierge Marie du soldat Henri Pajau retrouvées dans le bois de Parroy le 24 juillet 2014. Photo de Monsieur Stugg.

recueillir des prisonniers pour connaître l'intention de l'adversaire dans l'éventualité d'une attaque de grande envergure ; peu de pertes en hommes. Le 21 les Allemands utilisent lors de leur tirs de barrage (14) des obus d'un nouveau gaz vésicant : l'ypérite. Jusqu'au 3 avril, tirs de barrage journaliers allemands à l'ypérite, entraînant tués et blessés français et américains. Le 22 mars les ambulances américaines qui nous aidaient beaucoup sont évacuées dans un autre secteur.

Le 24 mars, les Allemands qui n'avaient plus bombardé Lunéville depuis deux ans, bombardent la ville. Ils récidiveront le 30 mars.

Le mois d'avril est marqué par une activité de coups de mains des deux côtés, le commandement ayant besoin de renseignements.

Le 29 avril, la division est relevée par la 166^e DI et part au repos et instruction à Rosières-aux-Salines. Elle y restera jusqu'au 27 mai, date à laquelle, elle rejoint par VF la région de Beauvais et d'Aumale. Au cours de ce séjour, une épidémie de courbatures fébriles touche certaines unités. Boyé examine chaque malade et dans le JMO décrit les symptômes observés et le traitement prescrit aux malades. Il envisage la grippe. Cependant les soldats récupèrent très vite et sont sur pied 2-3 jours plus tard.

Le 29 mai, la division embarque par VF dans la nuit à 2 h 30 pour arriver vers 16 h à Neuilly-Saint-Front et être engagée le lendemain dans la 3^e bataille de l'Aisne. Violents combats durant 48 h au nord et à l'ouest de Château-Thierry. Les pertes en homme s'élèvent à plus de 1 000 hommes. Les Allemands sont stoppés. Les soldats sont extrêmement fatigués. Boyé râle, car il n'a pu organiser son

service correctement par suite d'ordres et de contre-ordres qui désorganisaient tout.

Le 4 juin, la division est relevée par les Américains. Elle franchit la Marne et cesse d'appartenir au 21^e CA, pour passer sous commandement de la VI^e Armée. Elle participe à l'instruction des troupes américaines.

Le 1^{er} juillet, remonte au front dans le secteur de Chézy-en-Orxois. Elle subit de violentes attaques aux obus asphyxiants, provoquant des pertes. Boyé afin de pouvoir évacuer les blessés et intoxiqués en tout tranquillité, va étudier les boyaux (15) les plus favorables, car moins visibles des Allemands et non marmittés (16). Pour la journée du 5 juillet, il mentionne les chiffres de 377 Français, 220 Américains et 32 Allemands blessés et intoxiqués. Quelque temps auparavant, il a été nommé médecin principal de 1^{re} classe (colonel). Les Services de Santé américain et français fonctionnent côte à côte et se prêtent appui mutuellement. Les PS et voitures sanitaires sont communs. Ils sont engagés du 18 au 27 juillet dans la seconde bataille de la Marne.

Jusqu'au 15 août la division est au repos, ayant été remplacée par les Américains. Elle est toutefois prête à intervenir. Elle remonte vers le front après la mi-août, dans le secteur de Mont Notre-Dame. Dans la nuit du 16, violents tirs roulant d'obus à ypérite ; nombreux intoxiqués.

Début septembre, les Allemands se retirent entre la Vesle et l'Aisne. Le 18 la division prend part à la poussée vers la position Hindenburg, avec franchissement de la Vesle. Elle est retirée du front le 20 et va à Château-Thierry. De là, par VF rejoint la région de Calais où elle reste peu de temps, car dans la

(12) J'ai bien connu le Médecin capitaine Lucien Laby en 1941, à Fédala au Maroc, où il était médecin chef d'une batterie d'artillerie et des troupes se trouvant dans cette ville à 30 km de Casablanca. C'était un dessinateur remarquable qui publiait ses dessins dans la revue Ridendo.

(13) Par analogie aux soldats anglais appelés les Tommies, les Américains seront les Sammies.

(14) Tir défensif intense destiné à empêcher la progression de l'adversaire.

(15) Voie de communication entre deux lignes de tranchées. Ils sont très étroits.

(16) En argot militaire un projectile allemand.

Note sur les évacuations

PC le 13 8^h - 15^h.

Le G. B. D se portera demain 14 au lever du jour à la gare de Paschen-daele vers de 60. La 33 viendra l'y rejoindre. S'y installer à côté du G. B. C / 7 sans les deux tentes apportées par l'ambulance 2/151 et remis au G. B. C.

Rôle - Recueillir avec l'aide du G. B. C les malades et blessés arrivés et les embarquer dans le train. Embarquer le plus de blessés couchés possible pouvant supporter ce transport.

Diriger pour autant que les blessés couchés ne pouvant voyager par le train sur ambulance 2/151 à Oostvliethem.

Diriger les blessés à opérer d'urgence soit sur le centre opératoire avancé de Poelcuppelle, soit sur celui de Zonobecke (route Paschen-daele Zonobecke très mauvais). Ces centres opératoires sont belges.

Diriger les gazés sur l'ambulance 2 du 7^e CA à Kortker Cabaret.

Le G. B. D sera accolé à la gare de Paschen-daele à une formation similaire belge - Se mettre en liaison avec elle. Le D. I est sous les ordres du groupement belge du Général Buybruick - Directeur 5^e 3^e Méd. pp. ^{et Sacré} qui sera à Paschen-daele gare demain - Prendre ses ordres éventuels.

Une délicate emprunte pour les voitures sanitaires belges est la suivante:

Allant évacuer - Camion sur Paschen-daele et gare.

Retour d'évacuation - Soit par Zonobecke, soit par Pillehem - Langensvliethem. Surveillez en cela les conseils des Belges qui traversant peut-être une route moins encombrée.

S'entraider mutuellement avec les Belges.

Pas d'évacuations de nuit pour voitures. Garder les malades et blessés sans tente / les couvrir et les réconforter par des boissons chaudes.

Le Médecin divisionnaire

Envoyez l'ordre à M. Menten de vous envoyer à Paschen-daele le matériel utile.

Note de service de Boyé.

nuit du 26 elle gagne par étapes la route Dixmude à Ypres. La division a le plus grand mal pour se frayer un chemin sur des routes défoncées, au milieu des véhicules et troupes qui encombrant le parcours. Néanmoins, le 2 octobre, elle est à pied d'œuvre et engagée dans la bataille des crêtes de Flandre en attaquant dans le secteur de Hooglède. Nombreuses pertes, mais les évacuations se font bien.

C'est une guerre de mouvement depuis le mois de mars et la tactique de ramassage des blessés a changé. Le ramassage du blessé est effectué dès qu'il est touché, évacué le plus tôt possible. Pour cela des voitures ambulances divisionnaires sont prépositionnées tous les jours à partir de 13 heures à des emplacements prévus à l'avance. Dès le début

des combats, c'est une noria qui amène les blessés en fonction de la gravité des blessures aux formations hospitalières correspondantes. Le triage se fait à l'ambulance. L'accès aux hôpitaux d'évacuation est rapide.

Le 13 octobre, la division passe sous commandement belge, général Buybruick et reprend l'offensive vers Oostroosebeke. C'est la bataille de la Lys et de l'Escaut. Le 25 attaque allemande aux gaz toxiques. De nombreux civils sont intoxiqués et leur arrivée vient perturber les évacuations des soldats blessés et gazés. Boyé ordonne au GBD de franchir la Lys et de se mettre en position sur la route de Courtrai à Gand. Le 2 novembre, la division est retirée du front et relevée par les américains. Le 9 novembre, elle remonte en ligne, combattant dans la région de Segelsem,

et l'armistice l'atteint au cours de sa progression vers Gand. Boyé part en permission de détente le 11 novembre. Sa conduite au feu lors des combats en Belgique, lui vaut une citation à l'ordre de l'Armée belge.

De retour de permission le 26 novembre, il attend avec sa division l'ordre de départ vers la France. Le 16 décembre, la division rejoint par voie de terre Abbeville, alors que les formations sanitaires continuent sur Paris pour y être dissoutes.

Le 1^{er} février 1919 la dissolution est achevée et par décision 5478 en date du 28 janvier 1919 du Général Commandant le groupe d'Armées du Centre, notifié le 31 janvier, le Médecin Principal de 1^{re} Classe Boyé est affecté au centre hospitalier de Sedan, qu'il rejoint le 4 février.

